

URBANISME FÉMINISTE, URBANISME UNIVERSEL

La prise en compte des femmes dans l'aménagement urbain, de l'habitat aux espaces publics, reste en bonne partie un domaine à défricher, et dans lequel les villes françaises ne sont pas en pointe. Les initiatives en la matière reposent sur la motivation d'un nombre limité de porteurs de politiques urbaines, et manquent encore à ce stade des évaluations qui aideraient à diffuser les bonnes pratiques. Un urbanisme « féministe », à quoi bon ? Les expériences qui suivent montrent que cette approche débouche sur une appréhension plus fine des usages de la ville, de son confort, de sa sûreté, au bénéfice de toutes... et tous.

Barcelone, métropole avancée en matière d'urbanisme féministe. © Jeff Chabot de Pixabay



Certains de nos interlocuteurs nous ont conseillé de ne pas aborder « frontalement » le sujet. L'expression « *urbanisme féministe* » serait agaçante, voire agressive. Pour rappel, le Centre national de ressources textuelles et lexicales définit simplement le féminisme comme un « *mouvement social qui a pour objet l'émancipation de la femme, l'extension de ses droits en vue d'égaliser son statut avec celui de l'homme* ». Rien de préjudiciable donc, dans notre système de valeurs.

Les femmes, au cours de l'histoire et à travers le monde, portent sur leurs épaules une bonne part des équilibres des sociétés humaines. Il faut leur accorder davantage attention, au bénéfice de tous : « *apporter du plaisir et de la qualité de vie pas seulement aux femmes, mais à tout le monde* », résume Ariella Masboungi, Grand prix de l'urbanisme 2016, et copilote du groupe de travail du Club Ville Aménagement (CVA) sur l'urbanisme féministe, dont les conclusions seront présentées aux 11^{es} Entretiens de l'aménagement, les 26 et 27 juin, à Lyon. Les deux autres copilotes du groupe de travail sont Jérôme Goze, directeur de la Fab de Bordeaux jusqu'au mois d'avril avant de prendre la direction de l'Ensa Paris-Val de Seine, et Sylvie Borst, directrice générale de Paris & Métropole Aménagement. « *Cela reste un sujet qui braque* », observe Jérôme Goze. « *On nous dit "pourquoi pas de l'urbanisme pour tous ?", mais l'urbanisme pour tous est plutôt "ethnocentré" alors qu'aborder la question des femmes dans l'espace public ou dans le logement permet*

de résoudre un tas de questions pour les femmes, les enfants, les personnes vulnérables... Mettre explicitement l'urbanisme féministe dans un cahier des charges peut être compliqué sur certains territoires, alors qu'il s'agit simplement d'un urbanisme équitable ».

Sylvie Borst tient aussi à ce terme d'urbanisme féministe. « *Nous avons tenu à le conserver et à l'assumer. Bien sûr faire la ville pour tous fait partie de notre métier, mais si on ne recueille pas spécifiquement les besoins des femmes, tôt ou tard ces besoins seront oubliés ou passés au second plan* ».

A l'étranger, des exemples phares

Le groupe de travail du CVA a exploré plusieurs expériences à l'étranger. Umeå, qui se qualifie de « *ville la plus féministe de Suède* », travaille depuis vingt-cinq ans sur la place des femmes dans l'espace public et l'intégration de l'égalité hommes-femmes dans la politique urbaine. L'un des emblèmes de cette politique est l'œuvre de Camilla Akra, « *Listen* », statue d'un puma rugissant peint en rouge célébrant le mouvement #MeeToo. C'est aussi le tunnel Sara-Lidman, reliant le centre-ville au quartier Haga, réaménagé en prenant en compte le sentiment d'insécurité des femmes. Il est plus large, plus lumineux et ne comporte plus de recoins sombres. Il est aussi doté d'une entrée supplémentaire au milieu. C'est encore l'aménagement des berges du fleuve Umeälven, équipées de bancs en forme de balançoires, aménagement

Tunnel Sara-Lidman à Umeå. Architectes : Lennart Sjögren et Mattias Nordström. Artistes: Gustavo Aguerre et Ingrid Falk. DR





Aménager pour créer un sentiment de sécurité : exemple du parc Rudolf-Rednar à Vienne, ouvert en 2008, conçu sans bosquets, grilles ou obstacles visuels et doté de nombreux bancs et jeux pour enfants. © Uniola

issu d'ateliers participatifs avec des adolescentes qui ont demandé un endroit où se poser tranquillement.

« A Vienne comme à Umeå, c'est devenu une façon de faire la ville. A Vienne, une doctrine s'est construite depuis plus de trente ans grâce à l'urbaniste Eva Kail », relève Ariella Masboungi. Selon une étude « Genre et ville » réalisée par l'agence BASE, « en termes d'égalité homme-femme, la ville de Vienne, en Autriche, demeure relativement exceptionnelle par son degré d'intégration institutionnelle et est souvent citée comme exemple à suivre. L'urbanisme "sensible au genre" est l'aboutissement d'une longue réflexion, engagée en 1991. Des bureaux de planification urbaine chargés des besoins des femmes se sont rattachés au sein du département d'urbanisme avec l'objectif d'identifier des projets pilotes pour mener des politiques urbaines de genre. Cela a débouché sur la mise en place d'un programme de réalisation sous le titre de "Fair shared city". L'architecte Autrichienne Franziska Ullmann a achevé en 1997 un ensemble d'immeubles d'habitat social, construit par quatre femmes architectes, qui est devenu une référence internationale en matière de logement pensé pour l'égalité entre femmes et hommes. En premier lieu, il y a la volonté de faciliter au maximum les tâches du quotidien, qui restent majoritairement, en Autriche comme ailleurs, assurées par des femmes. Une crèche publique et un cabinet médical ont été installés au cœur des résidences. Les espaces communs sont piétons, protégés et partagés par les 357 appartements, on y trouve des allées, jeux, bancs, jardins, garages à vélos... Depuis les bâtiments, le lien reste fort avec l'extérieur à l'aide de larges fenêtres et des balcons pour voir ce qui se passe en bas ». Vienne a mis en place un budget sensible au genre depuis 2005.

Si Vienne et Umeå font figure d'exemples, « le pays phare est l'Espagne : San Sebastian, Irun, Valencia, la métropole de Barcelone... », indique Ariella Masboungi. « En France on n'intègre pas l'urbanisme féministe dans les missions de la fabrique et de la gestion de la ville. Or là où cela fonctionne, c'est lorsqu'il y a un lien. En Suède et en Espagne,

on observe une conjonction entre l'Université qui s'est emparée du sujet il y a vingt ans, et l'action urbaine. En Espagne les régions ont le pouvoir d'adapter leurs réglementations, l'expérimentation peut se faire plus facilement. Le Pays basque, particulièrement, a pris de l'avance : les villes ont un service de l'égalité, l'Etat basque attribue des crédits en faveur de l'urbanisme féministe ».

En France, un sujet toujours émergent

Ariella Masboungi s'est attelée à donner droit de cité à l'urbanisme féministe en France : « il faut qu'élus, aménageurs, concepteurs parviennent à mettre en place des outils pour faire autrement l'urbanisme ». Elle porte le sujet depuis plusieurs années, notamment dans le cadre d'ateliers stratégiques au Forum des Projets Urbains. En France, les avancées ne sont pas très rapides même si le Bureau des temps à Rennes, outil pionnier, a étudié dès 2002 les rythmes de vie avec pour objectifs, entre autres, de réduire les inégalités (en matière d'accès aux services, entre les femmes et les hommes, entre les personnes soumises à des horaires décalés et les autres...). La question est poussée par certain.e.s élu.e.s, par des urbanistes particulièrement motivé.e.s, mais sans doute peu intégrée par les services des villes. « Des villes comme Paris fournissent des guides-référentiels aux services techniques et aux aménageurs. Mais il n'y a pas vraiment de traduction dans les opérations d'urbanisme, sauf par exemple dans le concours Réinventons nos places ».

« J'avais sous-estimé cette question, qui ne faisait pas partie des combats de ma génération », témoigne Jérôme Goze. « C'est aujourd'hui un sujet qui émerge et nous sommes poussés par la génération des 18-25 ans pour qui la question du genre est extrêmement forte. Or c'est pour eux que nous sommes en train de construire nos projets d'aménagement ». Dans cette période d'émergence, le sujet a besoin de concrétisation, puis d'évaluation avant une diffusion plus large.

L'anthropologue urbaine Chris Blache, fondatrice de Genre et Ville avec Pascaline Lapalud, constate que « *les choses avancent par la volonté de personnes qui individuellement se coltinent le sujet et s'y attachent. Des politiques publiques ont été mises en place, au niveau européen mais aussi au niveau français, mais ces politiques ne sont pas nécessairement coercitives. Chacun ou chacune s'en empare selon sa bonne volonté... Or tant que ce sujet ne sera pas pris véritablement en considération -comme tous les sujets sociaux en général- on aura toujours du mal à avancer, parce qu'il n'y a pas de financements fléchés, parce qu'il n'y a pas vraiment de formations exhaustives sur ce thème -il y en a très peu en école d'urbanisme, d'architecture, de paysage. Ce sont des éléments bloquants pour le développement de ces pratiques* ». Tout comme l'est selon elle l'approche binaire « *considérant que la société se divise en deux groupes homogènes et hiérarchisés, une bicatégorisation hiérarchique qui est un peu à l'origine de toutes les inégalités ; et là-dessus on a encore beaucoup de mal à faire avancer les choses* ».

Un habitat dénormé

A Villiers-le-Bel, Val d'Oise Habitat ouvrira en 2026 une première « *résidence égalitaire* » de 35 logements, répondant à quatre objectifs : « *augmenter le reste pour vivre des habitants* », « *donner du pouvoir d'agir en permettant au locataire d'être acteur de sa résidence* », « *créer un sentiment de sécurité et de co-veillance* » et « *favoriser la lutte contre les violences et les stéréotypes* ». Elle

a été conçue par Sabri Bendimerad Architecte, ArchiÉthic, Virtuel Architecture, Sensomoto Paysage et Genre et Ville. « *Nous sommes partis du principe d' "une pièce à soi" de Virginia Woolf, une pièce qu'on puisse s'approprier ou qui soit évolutive* », décrit Chris Blache. Les espaces sont « *dénormés* » : la cuisine est localisable à deux endroits avec les réseaux nécessaires ; des pièces à volume unique, non définies à l'avance comme bureau, chambre ou salon, « *permettent aussi quand on a des cultures différentes et une appréhension différente des espaces du logement, de déterminer comment on va les utiliser* ». Le bâtiment offre des transparences sur les zones de « *verrou* » (entrées de parking, couloirs). Des coursives extérieures permettent de voir et d'être vu et sont assez larges pour y installer une petite table et en faire de petits espaces de convivialité, « *permettant de rompre avec l'anonymat qui peut être synonyme de non-dénonciation de violences auxquelles on pourrait assister* ». Des pièces à partager peuvent devenir cuisine commune, crèche ou pièce d'activités communes. Des surfaces en toiture sont utilisables comme lieux de loisirs ou pour étendre son linge. L'ouverture des parkings à la lumière naturelle et au passage du son rend les lieux moins anxiogènes. Des jardins partagés à l'entrée permettent une appropriation de la transition entre l'intérieur et l'extérieur.

« *Le logement est le lieu de la norme* », rappelle Chris Blache, « *avec des termes qui vont induire des appropriations de l'espace genré, par exemple la chambre parentale induisant qu'un logement, c'est forcément une famille avec un papa, une maman et des enfants. Or l'appropriation du*

Projet de résidence égalitaire à Villiers le Bel. © Val d'Oise Habitat



logement a évolué puisque, y compris pour des questions économiques, on peut y trouver juste des gens qui vivent ensemble. On observe aussi un besoin d'habitat évolutif parce que les enfants quittent plus tard la maison faute de pouvoir accéder à un logement, ou parce qu'il faut accueillir un proche âgé ».

A Bordeaux, la Fab s'attache à la production de logement abordable. « *Cela permet aussi de répondre aux situations de séparation où c'est la femme qui à près de 90 % conserve la garde des enfants et qui subit une chute de revenu assez importante : une situation difficile qui nécessite du soutien. Or il n'y a pas de contingent pour apporter une réponse à ce phénomène structurel de la société et amortir ces trajectoires* », relève Jérôme Goze. Il cite des politiques plus volontaristes dans ce domaine en Amérique du Sud et de nouveaux produits résidentiels en Belgique et en Allemagne : de nouvelles formes de béguinages qui encouragent la sororité en regroupant des familles monoparentales afin de leur permettre de retrouver du temps pour soi, par la garde des enfants. Un modèle utile aussi au moment de la fin de vie de femmes qui restent majoritairement seules, « *pour finir sa vie correctement et entourée* ».

Confort et tranquillité des espaces publics

Rares sont les femmes qui n'ont jamais envisagé de faire un détour pour éviter de passer dans une ruelle sombre ou devant un groupe jugé inquiétant ; ou bien encore parce que les cheminements ne sont pas utilisables avec une poussette – auquel cas d'autres catégories de population n'y auront pas non plus accès.

Les actions les plus efficaces ne sont pas les plus emblématiques, mais celles qui portent le regard le plus concret sur les besoins des usagères et usagers, « *en mettant l'argent où il faut, où c'est utile* », explique Jérôme Goze. « *Ce peut être le positionnement d'un banc. On a beaucoup supprimé les bancs, mais c'est oublier que la plupart d'entre nous allons vieillir dans les vingt prochaines années et que nous serons très contents durant nos promenades quotidiennes de trouver un système d'assises pour se poser. En période covid on a constaté que, les cafés ayant fermé, les personnes âgées ont beaucoup réduit leurs promenades parce qu'elles avaient besoin d'endroits où se reposer et de toilettes. Et quand vous réduisez votre espace de promenade, vous altérez votre forme et vous réduisez l'espace dans lequel vous vivez* ». « *L'installation de petits salons urbains éclairés tels ceux proposés par Roger Narboni à Montevideo [lire Traits urbains n°149/150] est une solution pour inciter les femmes à sortir de chez elles le soir* », ajoute Ariella Masboungi.

« *Aujourd'hui on évolue vers des designs d'ambiance plutôt que de pousser l'éclairage à fond, pour la biodiversité mais aussi pour des éclairages inclusifs tout en étant*

efficaces », indique Chris Blache. « *Quand on interroge les femmes, elles disent d'ailleurs qu'elles préfèrent être sur les bordures plutôt qu'au centre du cercle lumineux. C'est un panachage du genre et du développement durable* » : extinction nocturne mais déclenchements à la demande par exemple, niveau d'éclairage, chaleur de l'éclairage... « *Il faut sortir de la binarité à tous points de vue* », souligne l'anthropologue : « *ni tout éteindre, ni tout laisser allumé. Le sujet est complexe. Il faut travailler sur les conditions de sécurité objectives et subjectives liées à la façon dont nous avons été élevées, comment on nous a habituées en tant que femmes à ne pas aller dans l'espace public car ce serait très risqué - alors que la majorité des violences ont lieu dans l'espace privé par des personnes qu'on connaît. Il faut donc travailler sur l'imaginaire et on revient ainsi sur la qualité urbaine, pour provoquer des ressentis qui soient positifs plutôt que négatifs* ».

« *Les chiffres ne montrent pas plus ou moins d'agressions selon que le quartier est plus ou moins éclairé, et on se rend même compte que les agresseurs peuvent préférer agir dans un endroit bien éclairé pour voir leurs victimes. Mais le ressenti est très important* », confirme Sylvie Borst, elle-même ancienne directrice adjointe de la police municipale parisienne. « *Car quand bien même on dirait "tel espace est très sécurisé, il n'y a jamais eu de vols ou d'agression", si la personne a un sentiment d'insécurité, elle ne va pas y aller. Or pour qu'un aménagement urbain soit réussi, il faut qu'il soit utilisé et fréquenté par tous, dont les femmes qui représentent, rappelons-le, 50 % de la population* ».

Très animé ou plus cosy, plus calme ? Il importe de bien définir en amont tout ce que les femmes peuvent attendre d'un espace public. L'outil des marches exploratoires, avec uniquement des femmes (professionnelles, habitantes et utilisatrices), à différents moments de la journée, permet selon Sylvie Borst de « *repérer ce qui fonctionne ou pas, les points d'attention, les recoins, les lieux pas assez éclairés, ou bien une grande façade aveugle qui donne l'impression d'être toute seule dans la rue, alors que des socles actifs peuvent permettre de voir s'il y a agression ou malaise* ».

Quels outils pour avancer ?

Des référentiels permettent de diffuser ces bonnes pratiques encore assez peu usitées. A Paris, le référentiel « Genre et espace public »¹ fournit « *les questions à se poser et les indicateurs pertinents à construire pour un environnement urbain égalitaire* ». Il bat en brèche certaines idées reçues – par exemple celle selon laquelle les motifs de déplacement des femmes et des hommes sont semblables car aujourd'hui le temps consacré au travail domestique serait également partagé – ; fournit des données sur les cinq thèmes abordés (« *circuler* », « *occuper l'espace : flâner, faire du sport* », « *être présentes et visibles* », « *se*

sentir en sécurité », « participer ») ; propose des questions pour qu'urbanistes et aménageurs s'interrogent sur leur propre pratique – par exemple « savez-vous si certaines personnes modifient leurs trajectoires par manque d'accessibilité (poussettes, caddies, valises à roulettes, fauteuils roulants...) ? » ou bien « les zones d'attente (arrêt de bus et de tram) sont-elles accueillantes et sécurisées ? » – ; et donne des pistes d'action. Comme veiller à la largeur des trottoirs, aux revêtements de sol pour distinguer différents usages, ou travailler les ambiances lumineuses.

La formation des agents des collectivités et des équipes des aménageurs permet de consolider les avancées. Les ateliers organisés par Genre et Ville pour la Fab de Bordeaux Métropole ont emmené les professionnels sur le terrain pour leur faire éprouver par eux-mêmes le fonctionnement de l'espace public. « *Se rendre sur un site aménagé, voir ce qui s'y joue en termes de genre, compter, observer qui fait qui fait quoi, à quelle heure, qui porte qui, qui pousse quoi, qui pousse qui, qui accompagne qui... autant d'éléments qui vont nourrir les réflexions* », explique Chris Blache. « *Par exemple on peut avoir dans un square autant de femmes que d'hommes mais se rendre compte qu'ils n'y font pas les mêmes choses, n'y passent pas le même temps, n'utilisent pas les bancs de la même façon. On voit souvent les hommes jambes écartées, bras posés sur le dossier, en position très détendue là où les femmes vont être les jambes croisées à faire quelque chose avec leur téléphone, à manger, à lire... Car nous intégrons le fait que dès que nous sommes dans une position un petit peu détendue dans l'espace public, nous pouvons subir du harcèlement, voire plus* ».

Jérôme Goze a apprécié « *cette espèce de ralentissement du temps dans le métier d'aménageur – l'aménagement étant un mix entre une course de haies et un marathon – où on a pris le temps d'observer la manière dont l'espace est occupé : femme avec enfant et sac de courses ou jeune homme écoutant de la musique les mains dans les poches. Des espaces que nous avons réalisés avec toute notre conscience professionnelle, les plus accessibles et restant très génériques. Accessibles à tous, mais surtout à ceux qui ont l'habitude de les utiliser, sans pour autant autoriser une utilisation un peu différente* ».

Mais c'est aussi une question de moyens : « *A Barcelone une vingtaine de personnes travaillent au département femmes-hommes, à Paris ils sont deux ou trois* », relève Chris Blache.

Jérôme Goze en est certain, « *à partir du moment où vous ouvrez votre cahier des charges – pas forcément de façon frontale – vous trouvez des concepteurs qui saisissent la balle au bond et qui viennent réinterroger un certain nombre de points pour trouver des solutions et voir où il est le plus pertinent de mettre l'argent* ». Il envisage d'ailleurs que « *l'urbaniste féministe pourrait coûter moins cher, en investissant moins dans des espaces de représentation et*

plus sur les points permettant d'apporter du service. Cela voudrait dire aussi déplacer une part de l'investissement vers l'exploitation pour que le lieu soit entretenu et que le service perdure ».

Les retours d'expérience manquent encore, mais « *lorsqu'on demande aux femmes comment elles se projettent dans la ville, elles répondent aussi pour les enfants, les personnes âgées, les personnes à mobilité réduite* », souligne Sylvie Borst, rejointe par Ariella Masbouni : « *les femmes ont un usage de la ville beaucoup plus multiple et complexe que les hommes. Si on part des usages des femmes, on fait une ville meilleure pour tous* ».

Marie-Christine Vatov

1. Réalisé par le Service égalité intégration inclusion (SEII) - Direction démocratie citoyens territoires (DDCT) de la Mairie de Paris en coopération avec un groupe de travail composé de la Ville (Mission PAVEX, Conseil de la jeunesse, Conseil de la nuit, groupe-projet « 7 places », Direction de la voirie et des déplacements, Direction de l'urbanisme, Direction de la jeunesse et des sports), Claire Hancock (UPEC), Yves Raibaud (Université Bordeaux-Montaigne), Marylène Lieber (Université de Genève), Lucile Biarrotte, doctorante UPE), Genre et Ville (Chris Blache et Pascale Lapalud), A Places égales (Marie-Dominique de Suremain et Dominique Poggi) et le Centre Hubertine Auclert.



A Vienne, l'affichage de l'ouverture dans le quotidien de la ville. © Pixabay

EDNA GONZALEZ HERNANDEZ : « CE N'EST PAS AVEC UNE RÉUNION DANS UNE GRANDE SALLE QUE LA PAROLE VA SE LIBÉRER »



Maîtresse de conférence au sein du département de géoarchitecture de l'Université de Bretagne Occidentale (UBO) à Brest et chercheuse au sein du laboratoire Territoires, urbanisation, biodiversité, environnement, Edna Hernandez Gonzalez travaille sur l'urbanisme nocturne et les mobilités urbaines genrées.

Vous avez soutenu en 2010 une thèse sur l'émergence de la nuit comme champ d'action pour les politiques urbaines. Quels sont les enjeux de cette émergence et qu'en est-il du traitement actuel du genre dans les politiques urbaines en France ?

Ce qui est nouveau c'est la prise en compte transversale de la notion de genre, qui n'est plus cantonnée à quelques politiques. Je me suis spécialisée sur une entrée temporelle : « Comment est-ce qu'une politique urbaine prendra en compte les pratiques différenciées notamment en ville, la nuit ? ». On observe une démultiplication des marches urbaines faites par les communes afin de comprendre comment on pratique et ressent différemment ces espaces la nuit. Beaucoup de travaux de chercheurs démontrent bien la complexité d'une mise en pratique transversale de ces politiques, d'articuler les enjeux en termes de mobilités, de care, de sécurité... et que l'ensemble fasse sens. Par exemple, le fait que des femmes travaillant tard la nuit pose la question de la garde des enfants, de leurs déplacements avec moins ou sans transports...

Quelles seraient les méthodes et dispositifs pour faciliter l'émergence d'un droit à la ville nocturne pour les femmes ?

Ce droit à la ville la nuit peut apparaître en créant des espaces plus inclusifs, si on se donne les moyens d'une

offre de mobilités plus flexibles. A Paris, l'offre de transport nocturne n'est plus un problème, mais ça l'est toujours dans d'autres villes ou en périphérie, ou dans les espaces moins denses. Une autre idée serait de faire en sorte que les femmes puissent cheminer la nuit sans être sollicitées de manière importune. De nombreuses applications ou plans comme le dispositif Angela [dispositif permettant aux victimes de harcèlement de rue de se mettre à l'abri dans un réseau de lieux sûrs] émergent dans ce sens.

Pour vous, qu'est-ce qui pourrait être mis en place dans le cadre d'un urbanisme féministe ?

Un espace plus inclusif la nuit nécessiterait la mise en place d'un éclairage adapté, reposant notamment sur la détection de présence, et une meilleure lisibilité de l'espace : cela rassure de bien se repérer. Par exemple, dans les arrêts de bus parisiens des trajets alternatifs sont indiqués. Mais encore une fois, cette lisibilité de l'espace est davantage la réalité de Paris plutôt que celle des autres villes.

Pour les mobilités, le transport à la demande est une bonne solution mais est difficile à mettre en place. Les arrêts de bus à la demande sont un bon compromis et se retrouvent dans beaucoup de villes. Qui plus est, ces services bénéficient à tous les usagers de la ville.

Votre thèse comparait les villes de Lyon, de San Luis Potosi, Puebla et Morelia (Mexique). Quelles sont les principales différences entre les approches genrées de ces politiques urbaines ?

Au Mexique, les violences sexistes et sexuelles sont très importantes. Il y a un très fort taux de féminicides. On observe plutôt une démarche opposée à ce qu'il peut se passer en France en termes d'éclairage. La ville de Mexico a mis en place une politique très importante d'éclairage nocturne, Senderos seguros. Les pouvoirs publics sur-éclairent certains tracés pour que les femmes puissent circuler, avec de l'éclairage à 3 000 kelvins, ce qui ne se fait plus en Europe en raison de l'importante pollution lumineuse. Qui plus est, il est prouvé que la lumière seule ne fait pas la sécurité : les lampadaires ne vont empêcher ni les féminicides, ni les séquestrations ou toute autre violence sexiste et sexuelle. Malgré tout, cette politique est plébiscitée au Mexique. Je trouve que c'est assez grave ; il existe d'autres politiques pour lesquelles on pourrait agir, en portant vraiment l'attention sur les pratiques urbaines.

Vu l'état de violence dans le pays, les politiques de genre sont bien plus difficiles à mettre en place mais ont beaucoup plus d'effets qu'en France. De petites crèches collectives sont créées dans les quartiers sensibles : elles ont des effets énormes sur les pratiques des femmes. Autre exemple, la mise en place de rames réservées aux femmes dans les métros a été très critiquée mais a aussi permis à nombre d'entre elles de prendre les transports en commun. Chaque initiative mise en place au nom des femmes est une vraie victoire dans le contexte mexicain. Lors du dernier colloque sur « La nuit dans les contextes latino-américains » a été abordé le cas de Tijuana, la ville connaissant le plus de féminicides. Eh bien, les universitaires de Tijuana étaient assez étonnés que l'on parle de pratique nocturne car dans cette ville les femmes ne pratiquent plus la nuit. Toutes les activités festives sont décalées la journée tellement le contexte de violence est important.

Vous avez participé au projet de recherche-action « la ville côté femmes » à Gennevilliers. Commencez-vous à sentir les effets de telles implications dans les projets d'urbanisme, en France ?

Les temporalités de la recherche et des politiques d'urbanisme ne coïncident pas forcément mais je dirais que oui. Les politiques d'urbanisme intègrent les questions genrées. Sur la pratique même, par contre, c'est une autre question. J'ai mené ce projet de recherche-action il y a quelques années, et entre-temps j'ai participé à d'autres projets sur les pratiques féminines à l'échelle de Brest. On a pu prendre en compte certaines demandes lors de l'aménagement ou de la mise en lumière de certains espaces car on a pris le temps, dans le cadre [du projet

de recherche] Noz Num [mené en 2022-2023]. Concrètement, on cheminait avec les femmes au crépuscule et au petit matin, car dans ces temporalités liminaires, en dehors de la nuit festive, il y a des femmes qui vont au travail, qui circulent. Nous avons participé à la mise en place d'un éclairage différent d'une partie de la ville. Par contre, il est compliqué de faire entendre ces résultats. Comment est-ce qu'on laisse la parole aux femmes dans les réunions de concertation où ce sont davantage des hommes blancs éduqués qui prennent la parole ?

Existe-il des dispositifs pour prendre en compte la parole de populations plus marginalisées ?

C'est un gros chantier de recherche. Pour impliquer des groupes que l'on entend moins, il faut inventer de nouvelles méthodes. Pour les femmes, on va chercher la parole différemment. Ce n'est pas avec une réunion dans une grande salle où toutes les parties prenantes sont présentes que la parole va se libérer. Dans le cadre de Noz Num, on a mis en place des ateliers, on a travaillé avec une petite compagnie de théâtre. Cela crée des ambiances plus rassurantes, plus conviviales. Il y a aussi ce que de nombreuses théories féministes mettent en valeur, il faut n'être qu'entre femmes. Il ne s'agit pas de se couper du monde mais de créer un moment pour libérer la parole des femmes.

Cela nous amène sur un autre gros sujet, l'inclusion de la société civile dans l'urbanisme. Il ne faut pas que seuls les chercheurs, les opérationnels soient impliqués dans la conception mais aussi les artistes, les habitantes à travers la création d'une fiction sur leur quartier dans le futur, de théâtre-forum... Il faudrait évoluer d'une approche pyramidale à une approche horizontale dans laquelle on donnerait la parole à l'expertise d'usage. Pour les habitants, à partir du moment où on ne les met pas en bas de la pyramide, mais qu'on les inclut dans une approche transversale, là ils trouvent leur place, là les idées viendront. Le plus chouette c'est quand elles se traduisent sur le terrain... à vrai dire il faut qu'il y ait une traduction pour ne pas lasser le public.

Qu'en est-il alors des traductions sur le terrain ?

On observe d'ores et déjà la prise en compte des vécus féminins dans la réalisation d'espaces moins linéaires. Cela revient à créer des porosités, à offrir des itinéraires alternatifs. Ce sont de petites interventions mais cela permet de créer des espaces de qualité où les gens, et plus particulièrement les femmes, restent.

Propos recueillis par Jules Duhamel

À NANTES, L'ESPACE PUBLIC PASSÉ AU CRIBLE DU GENRE

Egalitaire, sécurisant, agréable... Comment concevoir un espace public qui réponde aux besoins et aux aspirations de toutes et tous ? Fin 2024, Nantes, ville et métropole, a lancé une démarche participative centrée sur le genre et l'espace public. Avec quels outils et méthode ? Etat des lieux.

■ C'était une promesse de la candidate Johanna Rolland, version campagne électorale de 2020 : « faire de Nantes la première ville non sexiste de France à dix ans ». A l'époque, celle qui s'apprêtait à enchaîner sur un second mandat de maire dans la Cité des Ducs, prenait tout de même soin d'ajouter : « il sera difficile d'éradiquer totalement le sexisme de notre territoire, mais nous avons l'ambition d'abaisser drastiquement le seuil de tolérance »... Autrement dit, « susciter une prise de conscience généralisée et suffisante pour que, lorsqu'une femme est importunée dans l'espace public, ou subit une discrimination basée sur le genre, des citoyennes et citoyens s'insurgent et la défendent. Parce qu'ils jugent cela inacceptable. »

« Dix ans, cela peut sembler long mais il faut se laisser le temps », avait rappelé dès 2021, à l'occasion d'un webinaire, la géographe Edith Maruéjols, directrice générale de l'Atelier Recherche Observatoire Egalité (Larobe). « Il

faut se laisser le temps car il s'agit d'une démarche itérative, qui doit répondre à une véritable méthodologie, passer par l'expérimentation, etc. » Pour bâtir son approche, Nantes - ville et métropole - s'est notamment appuyée sur un budget sensible au genre (BSG), à l'image de ce qu'il se pratique à Bordeaux, Lyon, Paris ou Strasbourg. « C'est un outil d'aide à la décision politique dans une logique d'amélioration de la vie publique », rappelle Mahaut Bertu, adjointe à la maire de Nantes, déléguée à l'égalité, à la ville non sexiste, à la lutte contre les discriminations et à la vie associative. « De façon concrète, à chaque fois que l'on prend une décision, il s'agit de se demander si elle va bien dans le sens de davantage d'égalité femme-homme ». A l'image, dans le secteur culturel, de la programmation artistique de tel ou tel festival. Et de s'interroger : « permet-elle une ouverture au monde et à la diversité » ?

« Des mobilités heurtées »

L'urbanisme fait également partie du périmètre. La collectivité a lancé fin 2024 une démarche sobrement baptisée « genre et espace public ». Sur son site internet, elle reprend les chiffres du Haut Conseil à l'égalité (HCE), selon lesquels « 99 % des femmes ont été victimes d'un commentaire ou d'un acte sexiste au moins une fois dans leur vie et 25 % d'entre elles déclarent avoir peur dans la rue ». Edith Maruéjols va plus loin : « de façon objective, nous constatons que les femmes passent autant de temps que les hommes dans l'espace public ». Avec toutefois quelques différences de taille : la géographe rapporte en effet ce qu'elle appelle « des mobilités heurtées, que ce soit par un sentiment d'insécurité, des stratégies d'évitement, des charges mentales du quotidien sur l'habillement. Et ces mobilités heurtées ne sont pas visibles ». Résultat, reprend Mahaut Bertu, « les femmes traversent les espaces mais les utilisent beaucoup de moins de façon récréative » (que les hommes).

Pour Edith Maruéjols, tout commence dès la cour de récréation. « Très vite, c'est la non-mixité », constate-t-elle. Longtemps, ces lieux, avec leurs buts de football ou de handball de part et d'autre, ont été accaparés par les garçons, reléguant les jeunes filles aux abords. Comme

« L'égalité passe par des espaces ouverts »

Edith Maruéjols (L'ARObE) apporte son regard d'experte des questions de genre, au niveau des Jardins de l'Estuaire, sur l'île de Nantes. Elle milite ici comme ailleurs en faveur « d'espaces ouverts, les plus propices aux rencontres et au partage. Les espaces clôturés et sécurisés ? C'est non. Pour viser l'égalité qui est d'affirmer les mêmes droits en un même espace, il convient de les désenclaver et de les ouvrir. L'erreur consiste à figer un espace ». Autrement dit, lui assigner une activité et/ou un public-cible. Et de citer les équipements sportifs en libre accès tels que les city-stades tout comme les espaces dédiés aux enfants de moins de 3 ans. Elle confirme la « complexité du sujet car il faut quand même des espaces adaptés aux tout-petits ». Mais ils sont, selon elle, à organiser dans le partage d'espace donc, mais aussi de temps, sur la journée. (DP)



Projet Petite Hollande, vue de la place. © Agence TER

dans de nombreuses villes, Nantes travaille le sujet, sur fond également de renaturation de cours d'écoles et de crèche. L'occasion, comme le glisse Mahaut Bertu, « *de lier deux axes du mandat : la transition écologique et ce facteur d'égalité à travers la lutte contre les stéréotypes dès le plus jeune âge* ».

Co-construction

Aménager des espaces publics plus sécurisants et égalitaires : pour atteindre son objectif, Nantes Métropole et la Ville de Nantes misent sur la « *co-construction* », avec des usagers et usagères et avec le secteur associatif. Au printemps 2025, Catherine Vignaud, directrice de l'association Solidarité Femmes, qui lutte notamment contre les violences conjugales, a enchaîné les ateliers. Elle reconnaît une « *combinaisons de regards très intéressante, avec également des agents et agentes de la collectivité* ». Bien sûr, il est question de l'éclairage des rues, de la taille des trottoirs, du mobilier urbain, de la végétalisation et encore des toilettes publiques. Mais pas seulement... D'une manière générale, poursuit-elle, « *nous nous rendons compte effectivement que la ville est souvent réalisée par des hommes, avec leur regard... d'homme* ». De quoi porter au débat des choses qui l'agacent... Elle regrette ainsi « *d'entendre souvent parler de la place de la femme dans l'espace public lorsqu'il est question par exemple de l'aménagement d'un parc, avec un soin porté par les urbanistes ou aménageurs à réaliser un lieu où les femmes peuvent aisément surveiller leurs enfants... Eh bien non ! Ce n'est pas seulement ça. Et toutes les femmes ne sont pas mères* ».

L'enjeu reste également de favoriser des usages partagés de lieux et d'équipements collectifs. A l'image des équipements sportifs en libre accès. Le plus emblématique étant le city-stade. A travers ses observations de terrain, Edith Maruéjols ne cesse de déplorer (cf. encadré) le fait qu'ils « *sont ni plus ni moins préemptés par les garçons. C'est de la privation d'espace public* ». Même constat pour les aires de fitness et de renforcement musculaire. Nantes a tenté d'y remédier en installant sur ici et là des barres de traction plus basses et plus adaptées à la morphologie féminine. « *Mais ensuite, il y a le problème du regard du corps féminin, davantage sexualisé* », renchérit Catherine Vignaud. « *C'est un chantier complexe* ».

Un guide technique à venir

Au total, ces derniers mois, six lieux nantais ou métropolitains ont été ainsi passés au crible du genre : la place du Bouffay, le cœur de Breil, le pôle d'échange multimodal de Pirmil, à Nantes. Mais aussi les abords de la gare ferroviaire de Mauves-sur-Loire, ceux du collège Beauregard à la Chapelle-sur-Erdre et l'esplanade des sports de Sainte-Luce-sur-Loire, en périphérie. De quoi formuler des propositions prioritaires et alimenter un rapport remis aux élus en avril. Ce document sera ensuite utilisé par les services de la ville pour rédiger un référentiel précisant les ambitions d'un espace public non-sexiste. Et par ceux de la Métropole, pour élaborer un guide technique d'aménagement de l'espace public sensible au genre. Histoire de gagner un peu de terrain sur le sexisme.

David Picot (Innovapresse / Nantes)

traits/urbains

le magazine de l'immobilier et de la ville

Urbanisme féministe, urbanisme universel

n° 151 | avril-mai 2025 | 25 €

Marseille
en stratégies
et projets

FPU Grand Ouest
Les métropoles
au défi du ZAN

**Immobilier
Seine Arche**
nouvelle saison